



CTSD du 3 septembre 2021

Déclaration de la FNEC FP FO

Monsieur le directeur académique,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Nous venons d'assister à la seconde rentrée scolaire depuis le début de l'épidémie de Covid-19. Le moins que l'on puisse dire est que le compte n'y est pas pour garantir une rentrée sereine et que l'improvisation est devenue la norme, tout comme la non réponse de l'administration aux interrogations des personnels et de leurs représentants.

De nombreux pays voisins (Italie, Autriche, Allemagne...) investissent dans des purificateurs d'air et des détecteurs de CO2 alors que dans notre pays, cette éventuelle initiative est laissée à l'appréciation des communes et surtout au financement par ces dernières. C'est une preuve de plus du désengagement de l'état que nous condamnons fermement.

Nous soulignons notre satisfaction de la tenue des groupes de travail carte scolaire qui ne sont certes pas obligatoires mais ô combien utiles pour préparer la rentrée. Cependant, l'an passé nous aurions préféré que les instances traditionnelles de juin puissent se tenir, malgré la période de réserve électorale, comme cela s'est fait dans la majorité des départements. Cela aurait eu la vertu d'entériner des décisions de fermeture en amont de la rentrée et d'éviter aux équipes de devoir s'adapter à la dernière minute. Nous souhaitons que seules des ouvertures soient prononcées à l'occasion de ce CTSD.

Nous saluons une amélioration du taux d'encadrement à l'école maternelle en Moselle et le dédoublement des grandes sections en Education prioritaire, mais cela étant une fois de plus à moyens presque constants, le milieu « ordinaire » le paye au prix fort.

Comment ne pas parler du manque de personnels ? Nous débutons cette année scolaire en sous-effectif et de nombreux remplaçants sont déjà bloqués sur des remplacements à l'année qui auraient pu être attribués en phase d'ajustement. La situation va très rapidement devenir critique en raison du manque de moyens de remplacement, ce qui ne sera pas sans poser problème quant aux consignes de non-brassage des élèves en cas d'enseignant absent.

On s'enfoncé toujours davantage dans le non-respect du droit de chaque élève d'avoir un enseignant en face de lui.

De plus, le manque de remplaçants devient un prétexte pour dissuader les collègues de demander des autorisations d'absence qui sont pourtant réglementaires. A ce sujet, les nouveaux formulaires transmis avant les congés ont semé le trouble dans l'esprit de bon nombre d'entre eux, d'autant plus que certaines situations ne peuvent pas réglementairement être conditionnées à un délai de 15 jours.

Le constat de difficultés de recrutement de contractuels évoqué par l'administration ne peut que nous inviter à dénoncer ce paradoxe : les candidats sur liste complémentaire n'ont qu'une hâte, celle d'être appelés sur des postes de titulaires et parallèlement, l'administration persiste à vouloir engager des précaires qu'elle dit ne pas trouver. Il faut dire qu'avec une perte de pouvoir d'achat de plus de 20% en 20 ans, notre métier n'est plus du tout attractif.

La nouvelle organisation mise en place avec des contractuels alternants est bien le signe d'un manque de volonté d'investir dans l'Education.

FO continue de demander inlassablement l'augmentation du nombre de places ouvertes au concours et l'ouverture de la liste complémentaire au-delà des uniques désistements sur la liste principale. C'est la solution la plus simple et rapide à mettre en œuvre.

Concernant le handicap, nous constatons un nombre exponentiel de situations pour le moins compliquées. Certes des AESH supplémentaires ont été recrutés mais leur gestion par le biais des PIAL dégrade leurs conditions de travail et les conditions de prise en charge des élèves.

C'est ainsi que devait se terminer notre déclaration, mais le président Macron, en déplacement à Marseille, vient d'annoncer hier soir une nouvelle expérimentation, avec le recrutement des personnels par les directeurs. On nous dit que FO imagine toujours le pire, mais malheureusement le pire finit toujours par arriver. Quand va-t-on enfin toucher le fond ?

Nous rappelons notre ferme opposition au statut de directeur supérieur hiérarchique.

Les 23 septembre et 5 octobre prochains, FO appelle les personnels à se mettre massivement en grève pour demander l'abrogation de toutes les contre-réformes en cours.